**TROISIÈME CONFÉRENCE DES HAUTES PARTIES
CONTRACTANTES CHARGÉE DE L'EXAMEN DE LA
CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION
DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI
PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT
DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME
FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

DOCUMENT FINAL

Deuxième partie

DÉCLARATION FINALE

Genève, 7-17 novembre 2006

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Deuxième partie. DÉCLARATION FINALE	3
Annexe I. Déclaration faite par la Conférence le 13 novembre 2006, à l'occasion de l'entrée en vigueur du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V)	13
Annexe II. Décision relative à un mécanisme de contrôle du respect des dispositions applicable à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination	15
Annexe III. Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination – Appendice.....	18
Annexe IV. Décision relative à l'établissement d'un programme de parrainage dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination	26

DÉCLARATION FINALE

Telle qu'adoptée, avec des modifications faites oralement, à la dernière séance plénière de la Conférence, le 17 novembre 2006

Les Hautes Parties contractantes à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, réunies à Genève du 7 au 17 novembre 2006 afin d'examiner la portée et le fonctionnement de la Convention et des Protocoles y annexés, ainsi que toutes propositions d'amendement à la Convention et aux Protocoles existants et des propositions concernant des protocoles additionnels visant d'autres catégories d'armes classiques qui ne sont pas couvertes par les Protocoles existants,

Rappelant les déclarations antérieures qui ont été adoptées à la première Conférence d'examen, en 1996, et à la deuxième Conférence d'examen, en 2001,

Se déclarant de nouveau convaincues que la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination atténue sensiblement les souffrances de la population civile et des combattants,

Reconnaissant que la plupart des grands conflits armés n'ont pas un caractère international et que de tels conflits sont eux aussi entrés dans le champ d'application de la Convention par voie de modification de l'article premier de la Convention,

Soulignant l'importance qu'elles attachent à une adhésion universelle à la Convention et leur volonté résolue d'engager tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir dès que possible parties à la Convention et aux Protocoles y annexés,

Se félicitant de l'entrée en vigueur, le 18 mai 2004, de la modification apportée à l'article premier de la Convention, à l'effet d'étendre le champ d'application de la Convention et des Protocoles y annexés aux conflits armés n'ayant pas un caractère international,

Soulignant qu'il importe que toutes les Hautes Parties contractantes se conforment aux dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés,

Accueillant avec satisfaction l'entrée en vigueur, le 12 novembre 2006, du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V),

Rappelant l'obligation qu'ont toutes les parties à un conflit de prendre toutes les précautions pratiquement possibles dans l'emploi des mines autres que les mines antipersonnel, ou mines antivéhicule (MAMAP/MAV) en vue d'éviter les pertes en vies humaines dans la population civile, les blessures aux personnes civiles et les dommages aux biens de caractère civil qui pourraient être causés incidemment,

Affirmant leur ferme volonté de protéger les civils contre les effets des MAMAP/MAV, conformément à l'article 6, paragraphe 3, du Protocole II modifié,

Profondément préoccupées par les problèmes humanitaires et de développement posés par la présence de restes explosifs de guerre, qui présentent un danger pour la population civile et font obstacle à la reconstruction, au développement économique et au rétablissement de conditions de vie normales au sein de la société, et *réaffirmant* dans ce contexte la nécessité de renforcer la coopération et l'assistance internationales à cet égard,

Notant que les effets prévisibles des restes explosifs de guerre sur les populations civiles sont un facteur à prendre en considération en appliquant les règles du droit international humanitaire relatives à la juste proportion et aux précautions dans l'attaque,

Conscientes des travaux accomplis par le Groupe d'experts gouvernementaux dans le cadre de son examen des voies à suivre et des moyens à utiliser pour faire face au problème des restes explosifs de guerre,

Reconnaissant le rôle décisif joué par le Comité international de la Croix-Rouge et encourageant celui-ci à continuer de s'attacher à susciter de nouvelles ratifications de la Convention et des Protocoles y annexés ou de nouvelles adhésions à ces instruments et d'en diffuser le contenu, ainsi qu'à faire bénéficier de ses connaissances spécialisées les futures conférences et autres réunions ayant trait à la Convention et aux Protocoles y annexés,

Prenant acte des efforts humanitaires inestimables que déploient les organisations non gouvernementales en vue d'atténuer l'impact humanitaire des conflits armés et se félicitant des connaissances spécialisées dont elles ont fait bénéficier le Groupe d'experts gouvernementaux et la Conférence d'examen elle-même,

DÉCLARENT SOLENNELLEMENT:

1. Leur ferme intention de respecter les objectifs et les dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés auxquels elles sont parties et de s'y conformer, suivant les normes et principes du droit international, eu égard à l'autorité qu'ont ces instruments internationaux régissant l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination;
2. Leur ferme intention d'appliquer pleinement la Convention et les Protocoles y annexés auxquels elles sont parties et d'en garder les dispositions à l'examen, afin de s'assurer que celles-ci restent utiles dans les conflits modernes;
3. Leur volonté résolue de se consulter et de coopérer entre elles en vue de faciliter l'exécution intégrale des obligations énoncées dans la Convention et les Protocoles y annexés auxquels elles sont parties, et de promouvoir ainsi le respect des dispositions de ces instruments;
4. Leur attachement à la pleine application et au respect intégral de la Convention et des Protocoles y annexés, et, à cet égard, leur satisfaction de ce qu'un mécanisme de contrôle du respect des dispositions applicable à la Convention et aux Protocoles y annexés a été adopté;
5. Leur satisfaction de ce qu'un programme de parrainage a été établi dans le cadre de la Convention, les Hautes Parties contractantes invitant les États donateurs à se faire connaître, en vue de rendre ce programme opérationnel dès que possible et, autant que faire se peut, à temps pour les activités à la Convention qui sont prévues pour 2007;

6. Leur satisfaction de ce que la modification apportée à l'article premier à l'effet d'étendre le champ d'application de la Convention et des Protocoles y annexés aux conflits armés n'ayant pas un caractère international est entrée en vigueur;
7. Leur vœu de voir tous les États respecter les dispositions modifiées relatives à la portée et veiller à leur respect, dans toute la mesure possible, et leur volonté résolue d'encourager tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier, accepter ou approuver la modification apportée à l'article premier ou à y adhérer, selon qu'il convient, dès que possible;
8. Leur volonté résolue d'encourager tous les États à devenir, dès que possible, parties au Protocole relatif aux éclats non localisables (Protocole I), au Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (Protocole II modifié), au Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires (Protocole III) et au Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes (Protocole IV), et de voir tous les États respecter les dispositions fondamentales de ces Protocoles et veiller à leur respect;
9. Leur satisfaction de ce que le Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V) est entré en vigueur et leur volonté résolue d'encourager tous les États à devenir dès que possible parties à ce Protocole et de voir tous les États en respecter les dispositions fondamentales et veiller à leur respect;
10. Leur satisfaction de ce que le Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention et des Protocoles y annexés a été adopté;
11. Leur ferme intention de continuer à s'attaquer d'urgence aux effets humanitaires délétères des restes explosifs de guerre par une application efficace et rationnelle du Protocole V et une coopération internationale renforcée visant à réduire autant que faire se peut tant les risques que présentent les munitions explosives non explosées et abandonnées que leurs effets;
12. Leur intention d'étudier, lors de leurs réunions annuelles, d'autres précautions qu'il serait possible de prendre pour protéger les civils contre les effets des MAMAP/MAV;
13. Leur intention de s'employer à parvenir, en s'appuyant sur les travaux accomplis par le Groupe d'experts gouvernementaux au cours des cinq dernières années, à un consensus sur des mesures appropriées pour régler la question des MAMAP/MAV, y compris leur emploi;
14. Leur ferme intention de continuer, sans préjudice du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre, à s'attacher à régler les problèmes humanitaires causés par certains types particuliers de munitions, sous tous leurs aspects, y compris les munitions en grappe, en vue de réduire autant que faire se peut l'impact humanitaire de ces munitions;
15. Leur décision de convoquer d'urgence une réunion intersessions d'experts gouvernementaux, conformément à la décision 1 ci-dessous;
16. Leur ferme intention de continuer à prêter assistance, autant que faire se peut, à des missions de déminage qui sont effectuées à des fins humanitaires et avec le consentement de l'État hôte ou des États intéressés parties au conflit, en particulier en fournissant tous les renseignements nécessaires en leur possession concernant l'emplacement de tous les champs

de mines, zones minées, mines, restes explosifs de guerre, pièges et autres dispositifs connus dans la zone où les missions s'acquittent de leurs tâches;

17. Leur volonté résolue d'exhorter les États qui ne l'ont pas encore fait à procéder à des examens en vue de déterminer si une arme nouvelle ou un moyen ou une méthode de guerre nouveaux seraient interdits par le droit international humanitaire ou d'autres règles du droit international applicables aux États. Dans ce contexte, la Conférence note que le CICR a publié en 2006 un guide de l'examen de la légalité des armes nouvelles et des méthodes et moyens de guerre nouveaux;

Reconnaissent que les importants principes et dispositions figurant dans la présente Déclaration finale peuvent aussi servir de base à un plus ample renforcement de la Convention et des Protocoles y annexés et se déclarent résolues à les appliquer;

ET DÉCIDENT CE QUI SUIT:

Décision 1

De convoquer d'urgence une réunion intersessions d'experts gouvernementaux, chargée:

D'examiner plus avant l'application et la mise en œuvre du droit international humanitaire en vigueur dans le cas de munitions particulières susceptibles de devenir des restes explosifs de guerre, en mettant plus particulièrement l'accent sur les munitions en grappe, notamment sur les facteurs qui influent sur leur fiabilité et sur leurs caractéristiques techniques et de conception, en vue de réduire autant que faire se peut l'impact humanitaire qu'entraîne l'emploi de ces munitions.

La Réunion d'experts gouvernementaux examinera notamment les résultats de la Réunion d'experts sur les munitions en grappe que tiendra le CICR. La Réunion d'experts gouvernementaux fera rapport aux Hautes Parties contractantes lors de leur prochaine réunion.

Les Réunions d'experts militaires et techniques du Groupe d'experts gouvernementaux poursuivront leurs travaux techniques et continueront à donner à ce dernier des conseils, en tant que de besoin.

Décision 2

De consacrer deux jours au maximum à la question des mines autres que les mines antipersonnel lors de la prochaine réunion des Hautes Parties contractantes, en 2007.

Décision 3

D'établir un mécanisme de contrôle du respect des dispositions applicable à la Convention et, conformément au paragraphe 2 de la décision figurant à l'annexe II de la Déclaration finale, de demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de convoquer une réunion des Hautes Parties contractantes en 2007.

Décision 4

De recommander que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Dépositaire de la Convention et des Protocoles y annexés, et le Président de la troisième Conférence d'examen, au nom des Hautes Parties contractantes, exercent leur influence en vue de la réalisation de l'objectif d'universalité de ces instruments. À cet effet, les Hautes Parties contractantes rappellent qu'il a été demandé au Président de la Conférence de faire rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa soixante et unième session, sur ce qu'il aurait entrepris et obtenu.

Décision 5

D'établir un programme de parrainage dans le cadre de la Convention, tel qu'il figure à l'annexe IV de la Déclaration finale.

Décision 6

D'organiser comme suit les activités relatives à la Convention qui seront menées en 2007:

- i) Le Comité préparatoire de la première Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre se réunira le 18 juin 2007;
- ii) Le Groupe d'experts gouvernementaux se réunira du 19 au 22 juin 2007; les réunions d'experts militaires et techniques poursuivront leurs travaux aux mêmes dates;
- iii) La première Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre se tiendra le 5 novembre 2007;
- iv) La neuvième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié se tiendra le 6 novembre 2007;
- v) La Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention, à laquelle il sera consacré un jour au maximum à la question du respect des dispositions, deux jours au maximum à celle des mines autres que les mines antipersonnel et deux jours au maximum à une réunion générale des Hautes Parties contractantes, y compris un jour au maximum au rapport du Groupe d'experts gouvernementaux, sous la responsabilité générale du Président désigné de la Réunion des Hautes Parties contractantes, se tiendra du 7 au 13 novembre 2007.

De désigner un membre du Groupe occidental comme Président de la Réunion des Hautes Parties contractantes.

De nommer l'Ambassadeur de Lettonie, M. Jānis Kārtliņš, Président du Groupe d'experts gouvernementaux.

EXAMEN

Préambule
Troisième alinéa

La Conférence rappelle l'obligation qu'il y a à déterminer, dans le cadre de l'étude, de la mise au point, de l'acquisition ou de l'adoption d'une arme nouvelle, ou d'un moyen ou d'une méthode de guerre nouveaux, si leur emploi serait, dans certains cas ou en toutes circonstances, interdit par une règle quelconque du droit international applicable aux Hautes Parties contractantes.

Préambule
Huitième alinéa

La Conférence réaffirme la nécessité de poursuivre, selon qu'il convient, la codification et le développement progressif des règles du droit international applicables à certaines armes classiques qui peuvent produire des effets traumatiques excessifs ou frapper sans discrimination.

Préambule
Dixième alinéa

La Conférence souligne la nécessité de parvenir à une plus large adhésion à la Convention et aux Protocoles y annexés. Elle se félicite des ratifications récentes de la Convention et des Protocoles comme des adhésions récentes à ces instruments et engage les Hautes Parties contractantes à accorder un rang de priorité élevé, dans le cadre de leurs efforts diplomatiques, à l'incitation à une plus large adhésion à la Convention et aux Protocoles, en vue de parvenir dès que possible à une adhésion universelle à ces instruments.

Article premier

La Conférence prend note des dispositions de l'article premier, tel qu'il a été modifié le 21 décembre 2001.

La Conférence engage tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier, accepter ou approuver la modification de l'article premier, ou à y adhérer, selon le cas.

Article 2

La Conférence réaffirme qu'aucune disposition de la Convention ou des Protocoles y annexés ne doit être interprétée comme amoindrissant d'autres obligations imposées aux Hautes Parties contractantes par le droit international humanitaire.

Article 3

La Conférence prend note des dispositions de l'article 3.

Article 4

La Conférence note que la Convention a donné lieu à ratification, acceptation, adhésion ou succession de la part de 100 États.

La Conférence engage les États qui ne sont pas parties à la Convention à ratifier, accepter ou approuver celle-ci ou à y adhérer, selon le cas, afin de favoriser une adhésion universelle à l'instrument.

La Conférence invite les Hautes Parties contractantes à encourager d'autres États à adhérer à la Convention et aux Protocoles y annexés.

Dans ce contexte, la Conférence accueille avec satisfaction l'adoption du Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention.

Article 5

La Conférence prend note des dispositions de l'article 5.

La Conférence rappelle en particulier les dispositions du troisième paragraphe de cet article selon lesquelles chacun des Protocoles annexés à la Convention doit entrer en vigueur six mois après la date à laquelle vingt États auront notifié leur consentement à être liés par ce protocole. Elle accueille avec satisfaction l'entrée en vigueur, le 12 novembre 2006, du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V).

Article 6

La Conférence encourage la coopération internationale à la diffusion de la Convention et des Protocoles y annexés et reconnaît l'importance d'une collaboration multilatérale en ce qui concerne la formation, l'échange de données d'expérience à tous les niveaux, l'échange d'instructeurs et l'organisation de séminaires communs. Elle souligne l'importance que revêt l'obligation pour les Hautes Parties contractantes de diffuser la Convention et les Protocoles y annexés et, en particulier, d'en incorporer l'étude dans leurs programmes d'instruction militaire, à tous les échelons.

Dans ce contexte, la Conférence accueille avec satisfaction l'établissement, dans le cadre de la Convention, d'un programme de parrainage visant notamment à renforcer la mise en œuvre de la Convention et des Protocoles y annexés, à promouvoir le respect universel des règles et principes qui y sont consacrés, à œuvrer à l'universalisation de la Convention et des Protocoles y annexés, et à améliorer la coopération, l'échange d'informations et les consultations entre Hautes Parties contractantes sur les questions ayant un rapport avec la Convention et les Protocoles y annexés.

La Conférence se félicite de la création d'une page consacrée à la Convention et aux Protocoles y annexés sur le site Web de l'ONU et sur celui de la présidence et demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de continuer à afficher sur le site de l'ONU tous les documents concernant la Convention.

Article 7

La Conférence prend note des dispositions de l'article 7.

En ce qui concerne le respect des dispositions, la Conférence prend note des travaux accomplis et de la décision prise par la Conférence d'examen.

Article 8

La Conférence prend note des dispositions de l'article 8.

En ce qui concerne la question des mines autres que les mines antipersonnel, la Conférence prend note des travaux accomplis et de la décision prise par la Conférence d'examen.

La Conférence décide, eu égard au paragraphe 3, alinéa *c*, de l'article 8, de convoquer une réunion des Hautes Parties contractantes du 7 au 13 novembre 2007, conjointement avec les Conférences des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié et au Protocole V.

Les Hautes Parties contractantes rappellent ce dont elles sont convenues à la deuxième Conférence d'examen, en 2001, dans le cadre de l'examen de l'article 8.

En ce qui concerne la question des restes explosifs de guerre, la Conférence prend note des travaux accomplis et de la décision prise par la Conférence d'examen.

À cet égard, la Conférence note que, sans s'opposer à son adoption par la Conférence, une délégation ne s'est pas jointe au consensus sur la décision relative aux restes explosifs de guerre, estimant que le texte ne répondait pas adéquatement aux préoccupations humanitaires suscitées par lesdits restes.

Article 9

La Conférence note avec satisfaction que les dispositions de cet article n'ont pas été invoquées.

Article 10

La Conférence prend note des dispositions de l'article 10.

Article 11

La Conférence prend note des dispositions de l'article 11.

La Conférence prend note des corrections apportées au texte original du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre (versions espagnole, française et russe) et aux copies certifiées conformes établies par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de Dépositaire.

Protocole relatif aux éclats non localisables (Protocole I)

La Conférence prend note des dispositions de ce Protocole.

**Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges
et autres dispositifs (Protocole II) et annexe technique du Protocole**

La Conférence prend note des dispositions de ce Protocole.

**Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges
et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996
(Protocole II modifié), et annexe technique du Protocole**

La Conférence reconnaît que les Hautes Parties contractantes ont renforcé le Protocole II à plusieurs égards lors de la première Conférence d'examen.

En outre, la Conférence accueille avec satisfaction le fait que les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié ont tenu huit conférences annuelles conformément à l'article 13 de l'instrument, afin de se consulter et de coopérer entre elles pour ce qui est de toutes questions concernant le Protocole II modifié.

La Conférence recommande que, à l'avenir, les conférences annuelles des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié aient lieu en même temps que toutes réunions des Hautes Parties contractantes à la Convention et Conférences des Hautes Parties contractantes au Protocole V.

La Conférence prend note de l'obligation qu'ont les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié de présenter des rapports et engage les Parties considérées à s'acquitter pleinement, systématiquement et dans les délais voulus de cette obligation.

La Conférence rappelle que la période, prévue aux paragraphes 2, alinéa *c*, et 3, alinéa *c*, de l'Annexe technique, pendant laquelle les États parties peuvent différer le respect des dispositions de l'article 4 relatives à la détectabilité et de l'article 5 relatives à l'autodestruction et l'autodésactivation des mines antipersonnel, prendra fin le 3 décembre 2007.

La Conférence reconnaît le travail précieux que font les institutions et organismes compétents des Nations Unies; le Comité international de la Croix-Rouge, en application du mandat qu'il a de venir en aide aux victimes de la guerre; le Centre international de déminage humanitaire de Genève et les organisations non gouvernementales dans plusieurs domaines, en particulier les soins apportés aux victimes des mines et leur réadaptation, l'exécution des programmes de sensibilisation aux dangers des mines et le déminage.

**Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires
(Protocole III)**

La Conférence prend note des dispositions de ce Protocole.

Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes (Protocole IV)

La Conférence prend note des dispositions de ce Protocole.

**Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V)
et annexe technique de ce Protocole**

La Conférence prend note des dispositions de ce Protocole et se félicite de son entrée en vigueur.

La Conférence encourage les Hautes Parties contractantes à faire le maximum pour appliquer les pratiques optimales suggérées, ainsi que le prévoit l'annexe technique, en vue d'atteindre les objectifs énoncés aux articles 4, 5 et 9 du Protocole.

La Conférence attend avec intérêt la Conférence des Hautes Parties contractantes qui sera convoquée en 2007 conformément à l'article 10 du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre, selon le vœu exprimé par les États qui ont consenti à être liés par ce Protocole.

La Conférence reconnaît le travail précieux que font les institutions et organismes compétents des Nations Unies; le Comité international de la Croix-Rouge, en application du mandat qu'il a de venir en aide aux victimes de la guerre; le Centre international de déminage humanitaire de Genève et les organisations non gouvernementales dans plusieurs domaines, en particulier les soins apportés aux victimes des restes explosifs de guerre et leur réadaptation, la sensibilisation aux dangers présentés par ces restes, ainsi que le déblaiement, le retrait ou la destruction des munitions non explosées et des munitions explosives abandonnées.

Annexe I

**DÉCLARATION
FAITE PAR LA CONFÉRENCE LE 13 NOVEMBRE 2006 À L'OCCASION DE
L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE RELATIF AUX RESTES
EXPLOSIFS DE GUERRE (PROTOCOLE V)**

Les Hautes Parties contractantes à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination,

Rappelant le principe général de la protection de la population civile contre les effets des hostilités,

Profondément préoccupées par le fait que, après la fin des hostilités, des personnes continuent d'être tuées ou blessées par des munitions explosives qui n'ont pas explosé ou ont été abandonnées, et par le fait que de tels restes explosifs de guerre peuvent demeurer pendant des décennies une cause de souffrances pour les êtres humains, une menace constante pour les civils comme pour les militaires, un obstacle au retour des réfugiés et autres personnes déplacées, de même qu'une entrave grave à l'assistance humanitaire, au maintien de la paix, à la reconstruction et au développement économique après le conflit, ainsi qu'au rétablissement de conditions sociales normales,

Rappelant que le Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V) a été négocié par le Groupe d'experts gouvernementaux en 2003, puis adopté par consensus le 28 novembre 2003 à la Réunion des États parties à la Convention qui s'est tenue à Genève les 27 et 28 novembre 2003,

Reconnaissant que le Protocole V prévoit des mesures correctives générales à prendre après les conflits en vue de réduire autant que faire se peut tant les risques inhérents aux restes explosifs de guerre que les effets desdits restes, et qu'il encourage les Hautes Parties contractantes à prendre de telles mesures correctives, de même que des mesures préventives générales visant à réduire autant que faire se peut le nombre de restes explosifs de guerre,

Insistant sur l'importance qu'elles attachent à l'universalisation du Protocole V, et *exprimant* leur volonté résolue de prendre toutes les mesures voulues pour que le Protocole V recueille une adhésion universelle,

Accueillent avec satisfaction l'entrée en vigueur du Protocole V le 12 novembre 2006 et le fait que, à cette date, 26 États ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole;

Réaffirment leur conviction que le Protocole V vise à atténuer sensiblement les souffrances et à contribuer à la protection de la population civile et du personnel humanitaire contre les effets des restes explosifs de guerre;

Expriment de nouveau leur volonté résolue de s'attaquer aux incidences qu'ont les restes explosifs de guerre, y compris les restes existants, sur le plan humanitaire et sur ceux du

développement et de l'environnement et *accueillent avec satisfaction* les efforts déjà entrepris à cet égard;

Insistent sur leur volonté résolue de renforcer la coopération et l'assistance internationales dans les questions liées à l'application du Protocole V, en particulier en ce qui concerne l'enlèvement, le retrait ou la destruction des restes explosifs de guerre, la transmission des informations, la protection des organisations et missions humanitaires, la sensibilisation aux risques, ainsi que l'assistance aux victimes, et de consacrer des ressources et des efforts plus importants, selon qu'il conviendra, à cette fin;

Encouragent les Hautes Parties contractantes au Protocole V à commencer les préparatifs d'une conférence, conformément à l'article 10 du Protocole;

Engagent tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties au Protocole dès que possible.

Annexe II

**DÉCISION
RELATIVE À UN MÉCANISME DE CONTRÔLE DU RESPECT DES
DISPOSITIONS APPLICABLE À LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION
OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI
PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES EFFETS
TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT SANS
DISCRIMINATION**

I

1. En vue d'assurer le respect des dispositions, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se consulter et à coopérer entre elles à l'échelon bilatéral, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou suivant d'autres procédures internationales librement choisies, afin de lever toutes préoccupations qui pourraient exister au sujet de l'exécution de leurs obligations juridiques ou de régler tout problème qui pourrait se poser concernant l'interprétation ou l'application des dispositions de la Convention et de tous les Protocoles y annexés par lesquels elles sont liées.
2. À cette fin, le Secrétaire général est prié de convoquer une réunion distincte des Hautes Parties contractantes dans l'année, conjointement avec d'autres réunions des Hautes Parties contractantes à la Convention ou aux Protocoles y annexés. Par la suite, des réunions pourraient se tenir comme convenu par les Hautes Parties contractantes.
3. La participation aux réunions des Hautes Parties contractantes est régie par le règlement intérieur de la troisième Conférence d'examen, qui s'applique *mutatis mutandis*.
4. Entre autres activités, la réunion:
 - a) Examine le fonctionnement et l'état de la Convention et des Protocoles y annexés;
 - b) Examine les questions que soulèvent les informations fournies par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 5 de la présente décision;
 - c) Prépare la conférence d'examen qui suivra;
 - d) Examine la coopération et l'assistance internationales visant à faciliter la mise en œuvre de la Convention et des Protocoles y annexés;
 - e) Examine et prend toutes autres dispositions que requerrait la réalisation des objectifs de la Convention et des Protocoles y annexés.
5. Avant chaque réunion, les Hautes Parties contractantes font tenir au Secrétaire général, qui en assure la distribution à toutes les Hautes Parties contractantes, des informations sur une ou plusieurs des questions suivantes:
 - a) Diffusion, à l'intention de leurs forces armées et de la population civile, d'informations sur la Convention et les Protocoles y annexés;

- b) Mesures prises pour satisfaire aux exigences techniques pertinentes de la Convention et des Protocoles y annexés et toutes autres informations utiles à cet égard;
 - c) Textes législatifs ayant un rapport avec la Convention et les Protocoles y annexés;
 - d) Mesures prises dans le domaine de la coopération et de l'assistance techniques;
 - e) Autres questions pertinentes.
6. Les coûts de la réunion doivent être couverts par les Hautes Parties contractantes et les États qui participent aux travaux de la réunion sans être parties, selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, dûment ajusté.

II

7. Chaque Haute Partie contractante prend toutes les mesures appropriées, législatives et autres, pour prévenir et réprimer les violations des dispositions de la Convention et de tous les Protocoles y annexés par lesquels elle est liée qui seraient commises par des personnes ou en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle.
8. Les mesures visées au paragraphe 7 de la présente décision comprennent, au besoin, les mesures voulues pour faire en sorte que quiconque, intentionnellement, tue ou blesse gravement des civils dans le cadre d'un conflit armé et en violation des interdictions établies par la Convention et les Protocoles y annexés soit passible de sanctions pénales et soit traduit en justice.
9. Chaque Haute Partie contractante exige en outre que ses forces armées établissent et fassent connaître les instructions militaires et les modes opératoires voulus et que les membres des forces armées reçoivent, chacun selon ses devoirs et ses responsabilités, une formation au respect des dispositions de la Convention et de tous les Protocoles y annexés par lesquels elle est liée.
10. Il est établi par les présentes un pool d'experts, pour lequel chaque Haute Partie contractante peut désigner un expert pour chacun des Protocoles annexés à la Convention. Tout expert de ce pool doit avoir une réputation d'impartialité et des compétences reconnues, techniques, juridiques ou autres, selon qu'il conviendra.
11. Les Hautes Parties contractantes invitent le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à établir et à tenir à jour une liste contenant le nom et la nationalité des experts de ce pool ainsi que d'autres données pertinentes les concernant et à communiquer cette liste aux Hautes Parties contractantes.
12. Toute Haute Partie contractante peut demander l'aide de ces experts en vue de lever toutes préoccupations qui pourraient exister au sujet de l'exécution de ses propres obligations juridiques, telles qu'elles découlent des dispositions de la Convention et de tous Protocoles y annexés par lesquels elle est liée.
13. À cette fin, le Secrétaire général est invité, à la demande de la Haute Partie contractante intéressée et en consultation avec elle, à choisir ponctuellement dans ce réservoir un expert ou un

groupe d'experts qui examinera toute préoccupation telle que mentionnée au paragraphe 12 de la présente décision. Dans le choix d'experts, le Secrétaire général prend tout particulièrement en considération les compétences requises, ainsi que le principe d'une répartition géographique équitable.

14. Dans l'accomplissement de leur mission, les experts choisis agissent à titre individuel.

15. L'expert ou les experts choisis soumettent à la Haute Partie contractante intéressée ainsi qu'au Secrétaire général un rapport dans lequel ils formulent leurs vues et d'éventuelles recommandations au sujet de la question soulevée par ladite Partie. Le Secrétaire général transmet le rapport à toute Haute Partie contractante qui le lui demanderait, après en avoir informé la Haute Partie contractante intéressée par le rapport.

16. Le coût des travaux entrepris et des examens faits par l'expert ou les experts choisis est couvert par la Haute Partie contractante intéressée ou au moyen de contributions volontaires.

17. Les dispositions de la présente décision sont sans préjudice de toutes dispositions relatives au respect des dispositions que les Hautes Parties contractantes pourraient arrêter à l'avenir.

18. Une fois adoptée, la présente décision s'applique à toutes les Hautes Parties contractantes à la Convention et aux Protocoles y annexés. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe les États qui ne sont pas parties à la Convention de la teneur et de l'application de la présente décision, dans l'intérêt de toutes les Hautes Parties contractantes. La présente décision est censée compléter, et non remplacer, les dispositions pertinentes en vigueur concernant le respect des dispositions qui figurent dans les Protocoles annexés à la Convention.

Annexe III

PLAN D'ACTION VISANT À PROMOUVOIR L'UNIVERSALITÉ DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION

I. Introduction

1. La Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et les Protocoles y annexés ont pour but de protéger la population civile – et, dans certaines circonstances, les combattants – contre les effets d'hostilités. Ainsi qu'il ressort clairement du titre de la Convention, la réalisation de ce but humanitaire passe par l'établissement d'une interdiction de l'emploi de certains types particuliers d'armes classiques ou de restrictions à l'emploi de certaines de ces armes. La Convention est un instrument juridique dynamique qui a fait ses preuves, en ce qui concerne tant son autorité que les possibilités effectives qu'il offre d'une réponse adéquate et responsable aux difficiles problèmes humanitaires que suscitent certains progrès de la technologie des armes.

2. La Convention est l'un des principaux instruments du droit international humanitaire. En particulier, elle développe les règles relatives à la conduite des hostilités qui sont à la base même de la coutume, à savoir les principes suivant lesquels une distinction doit être faite entre civils et combattants et les blessures superflues ou les souffrances inutiles doivent être évitées. De plus, les Protocoles annexés à la Convention établissent plusieurs règles de droit international humanitaire.

II. Universalisation de la Convention

3. Conformément à son article 3, la Convention a été ouverte à la signature de tous les États, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, pendant une période de douze mois à compter du 10 avril 1981. Au 10 avril 1982, 50 États avaient signé la Convention, donnant ainsi leur assentiment à l'objet et au but de la Convention et indiquant leur intention de la ratifier. Au 15 novembre 2006, tous les États signataires sauf six (Afghanistan, Égypte, Islande, Nigéria, Soudan et Viet Nam) étaient devenus parties à la Convention.

4. Conformément à son article 4, la Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les Signataires. Elle est également ouverte à l'adhésion de tout État qui ne l'a pas signée. Cet article dispose en outre que les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire, qui, conformément à l'article 10, est le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Au total, 100 États ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général.

III. Universalisation des Protocoles

5. Toujours en vertu de l'article 4, chaque État peut exprimer son consentement à être lié par l'un quelconque des Protocoles annexés à la Convention, à condition que, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la Convention, ou d'adhésion à cette dernière, il notifie au Dépositaire son consentement à être lié par deux au moins de ces Protocoles. À tout moment après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la Convention, ou d'adhésion à cette dernière, un État peut notifier au Dépositaire son consentement à être lié par tout Protocole y annexé auquel il n'est pas encore partie. Tout Protocole qui lie une Haute Partie contractante fait partie intégrante de la Convention en ce qui concerne ladite Partie. Au moment de la troisième Conférence d'examen, 98 États étaient parties au Protocole I relatif aux éclats non localisables, 87, au Protocole II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, 86, au Protocole II modifié, 93, au Protocole III sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires, 83, au Protocole IV relatif aux armes à laser aveuglantes et 27, au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre. En outre, 48 États parties avaient ratifié l'article premier modifié de la Convention (voir annexe).

IV. Entrée en vigueur

6. Conformément à son article 5, la Convention devait entrer en vigueur six mois après la date de dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Chacun des Protocoles y annexés doit entrer en vigueur six mois après la date à laquelle 20 États auront notifié leur consentement à être liés par ce protocole. La Convention ainsi que les Protocoles I, II et III sont entrés en vigueur le 2 décembre 1983. Le Protocole II modifié est entré en vigueur le 3 décembre 1998 et le Protocole IV, le 30 juillet 1998. Le Protocole V est entré en vigueur le 12 novembre 2006.

V. Orientation des efforts vers les États touchés par le problème des mines ou des restes explosifs de guerre

7. Malgré de grands progrès dans la voie de l'adhésion universelle, près de la moitié des États Membres de l'ONU n'ont pas encore ratifié la Convention ou n'y ont pas encore adhéré de quelque autre manière, ni n'ont exprimé leur consentement à être liés par les Protocoles y annexés. Tandis que la plupart des États membres des deux groupes européens et la majorité des États de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes sont devenus parties à la Convention, le taux d'adhésion reste faible en Afrique, en Asie, en particulier en Asie du Sud-Est, ainsi qu'au Moyen-Orient. Or la moitié des États qui ne sont pas encore parties à la Convention sont touchés par le problème des mines ou des restes explosifs de guerre. Plusieurs d'entre eux sont encore le théâtre d'hostilités actives ou l'ont été récemment encore, avec toutes les conséquences humanitaires que cela suppose.

8. La souplesse de la structure de la Convention et des Protocoles y annexés a par ailleurs entraîné une diversité des régimes juridiques applicables aux différents États parties, comme suit:

- i) À ce jour, seuls 24 États parties à la Convention ont ratifié l'article premier modifié de cette dernière, ou y ont adhéré de quelque autre manière, et exprimé leur

consentement à être liés par tous les Protocoles y annexés, à savoir le Protocole I, le Protocole II modifié, ainsi que les Protocoles III, IV et V¹;

- ii) Des 100 États parties à la Convention, seuls deux² n'ont pas jugé possible à ce jour d'exprimer leur consentement à être liés par le Protocole I;
- iii) Treize États parties³ n'ont pas exprimé leur consentement à être liés par le Protocole II modifié. Qui plus est, le Protocole II continue curieusement d'attirer de nouvelles adhésions⁴ en dépit de l'approbation et de la rapide entrée en vigueur de sa version modifiée, qui contient des interdictions et restrictions renforcées en ce qui concerne l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs. Un État partie⁵ n'a adhéré à aucune des deux versions du Protocole II;
- iv) Sept États⁶ n'ont pas encore adhéré au Protocole III; trois d'entre eux figuraient parmi les 50 États signataires;
- v) En dépit de l'appui unanime apporté à l'article premier modifié, seuls 48 États ont à ce jour déposé auprès du Secrétaire général de l'ONU leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- vi) Certains problèmes techniques empêchaient l'entrée en vigueur du Protocole V; ces problèmes ont été réglés et le nombre d'États qui ont exprimé leur consentement à être liés par ce protocole augmente rapidement.

PLAN D'ACTION

9. Étant donné les progrès enregistrés à ce jour, l'universalisation de la Convention et de tous les Protocoles y annexés restera un objectif prioritaire de la coopération entre États parties pendant la période 2006-2011. À cette fin, tous les États parties devraient, selon qu'il conviendra et eu égard au droit international:

¹ Albanie, Allemagne, Bulgarie, Croatie, Danemark, Finlande, France, Hongrie, Inde, Irlande, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Saint-Siège, Sierra Leone, Slovaquie, Suède, Suisse et Ukraine.

² Maroc et Sénégal.

³ Les États parties qui n'ont pas encore exprimé leur consentement à être liés par le Protocole II modifié tout en étant parties à la version originelle du Protocole sont les suivants: Cuba, Djibouti, Géorgie, Lesotho, Maurice, Mexique, Mongolie, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, République démocratique populaire lao, Serbie et Togo.

⁴ Lesotho, Ouzbékistan et Serbie.

⁵ Bénin.

⁶ États-Unis d'Amérique, Israël, Maroc, Monaco, République de Corée, Turkménistan et Turquie.

- Action n° 1: Examiner de près leur participation à la Convention et aux Protocoles y annexés dans le but d'envisager d'accepter, dès qu'ils le pourront, les Protocoles par lesquels ils ne sont pas encore liés et l'article premier modifié de la Convention s'ils ne l'ont pas encore ratifié ou n'y ont pas encore adhéré.
- Action n° 2: Accorder une importance particulière au fait d'encourager les États signataires de la Convention à la ratifier dès que possible. Ces États sont l'Afghanistan, l'Égypte, l'Islande, le Nigéria, le Soudan et le Viet Nam.
- Action n° 3: Redoubler d'efforts pour promouvoir l'universalité de la Convention et des Protocoles y annexés, en s'employant activement à réaliser cet objectif, dans le cadre de leurs relations avec des États qui n'y sont pas parties et en sollicitant la collaboration des organisations internationales et régionales compétentes.
- Action n° 4: S'attacher en priorité à encourager les États dans les zones de conflit à adhérer à la Convention et aux Protocoles y annexés, adhésion qui pourrait être une mesure de confiance importante et promouvoir ainsi le rétablissement de l'entente et de la confiance entre les parties à un conflit actif.
- Action n° 5: S'employer expressément à promouvoir l'adhésion à la Convention et aux Protocoles y annexés dans les régions où le nombre d'adhésions à la Convention demeure faible.
- Action n° 6: Prendre toutes les mesures appropriées pour empêcher et réprimer les violations de la Convention et des Protocoles y annexés par des personnes ou en des lieux placés sur leur juridiction ou leur contrôle.
- Action n° 7: Encourager et appuyer la participation et la coopération active de tous les partenaires concernés aux efforts ainsi faits en vue d'assurer l'universalisation de la Convention, notamment l'Organisation des Nations Unies, les autres institutions internationales et les organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ainsi que, dans leurs domaines d'activité respectifs, les parlementaires et les organisations non gouvernementales.

10. Les États parties devraient prendre toutes les mesures appropriées pour réaliser ce qui précède, eu égard au droit international; entre autres, ils devraient:

- i) Saisir les occasions que leur offrent leurs relations bilatérales et tirer parti des voies diplomatiques dont ils disposent pour promouvoir l'adhésion à la Convention et aux Protocoles y annexés;
- ii) Faire mieux connaître la Convention et les Protocoles y annexés en organisant des ateliers ainsi que des séminaires et ateliers régionaux et sous-régionaux, en prenant des mesures en vue de mieux sensibiliser l'opinion à la Convention et aux Protocoles y annexés, notamment par des publications dans les langues officielles de l'ONU, ainsi que des mesures pour toucher le public voulu des États qui n'y sont pas parties,

et en collaborant à cette fin avec tous les acteurs concernés, qu'ils soient gouvernementaux, intergouvernementaux ou non gouvernementaux;

- iii) Coordonner ce qu'ils entreprendront à l'échelon des régions en tenant compte des particularités de chaque région, surtout dans le cas de celles où le nombre d'adhésions reste faible; les centres des Nations Unies pour la paix et le désarmement, de même que les organisations régionales, selon qu'il conviendra, peuvent jouer un rôle important à cet égard;
- iv) Examiner cette question aux réunions des États parties.

11. Le secrétariat fera rapport sur la mise en œuvre de ce plan d'action et tiendra les États parties régulièrement informés afin qu'ils puissent mesurer les progrès accomplis à cet égard et en suivre effectivement la mise en œuvre.

12. La mise en œuvre du présent plan d'action sera examinée à la quatrième Conférence d'examen, qui prendra toutes décisions qu'elle jugera nécessaires.

Appendice

États parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et aux Protocoles y annexés¹

États parties	Convention (100)	Article 1 ^{er} modifié ² (48)	Protocole I ³ (98)	Protocole II ⁴ (87)	Protocole II modifié ⁵ (86)	Protocole III ⁶ (93)	Protocole IV ⁷ (83)	Protocole V ⁸ (27)
1. Afrique du Sud	×		×	×	×	×	×	
2. Albanie	×	×	×	×	×	×	×	×
3. Allemagne	×	×	×	×	×	×	×	×
4. Argentine	×	×	×	×	×	×	×	
5. Australie	×	×	×	×	×	×	×	
6. Autriche	×	×	×	×	×	×	×	
7. Bangladesh	×		×	×	×	×	×	
8. Bélarus	×		×	×	×	×	×	
9. Belgique	×	×	×	×	×	×	×	
10. Bénin	×		×			×		
11. Bolivie	×		×	×	×	×	×	
12. Bosnie-Herzégovine	×		×	×	×	×	×	
13. Brésil	×		×	×	×	×	×	
14. Bulgarie	×	×	×	×	×	×	×	×
15. Burkina Faso	×	×	×	×	×	×	×	
16. Cambodge	×		×	×	×	×	×	
17. Canada	×	×	×	×	×	×	×	
18. Cap-Vert	×		×	×	×	×	×	
19. Chili	×		×		×	×	×	
20. Chine	×	×	×	×	×	×	×	
21. Chypre	×		×	×	×	×	×	
22. Colombie	×		×	×	×	×	×	
23. Costa Rica	×		×	×	×	×	×	
24. Croatie	×	×	×	×	×	×	×	×
25. Cuba	×		×	×		×		
26. Danemark	×	×	×	×	×	×	×	×
27. Djibouti	×		×	×		×		

¹ Au 15 novembre 2006.

² À l'effet d'étendre le champ d'application de la Convention à tous les conflits armés, y compris ceux qui ne revêtent pas un caractère international.

³ Protocole relatif aux éclats non localisables.

⁴ Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs.

⁵ Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996.

⁶ Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires.

⁷ Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes.

⁸ Protocole relatif aux restes explosifs de guerre.

États parties	Convention (100)	Article 1 ^{er} modifié ² (48)	Protocole I ³ (98)	Protocole II ⁴ (87)	Protocole II modifié ⁵ (86)	Protocole III ⁶ (93)	Protocole IV ⁷ (83)	Protocole V ⁸ (27)
28. El Salvador	×		×	×	×	×	×	×
29. Équateur	×		×	×	×	×	×	
30. Espagne	×	×	×	×	×	×	×	
31. Estonie	×	×	×		×	×	×	
32. États-Unis d'Amérique	×		×	×	×			
33. Ex-République yougoslave de Macédoine	×		×	×	×	×		
34. Fédération de Russie	×		×	×	×	×	×	
35. Finlande	×	×	×	×	×	×	×	×
36. France	×	×	×	×	×	×	×	×
37. Géorgie	×		×	×		×	×	
38. Grèce	×	×	×	×	×	×	×	
39. Guatemala	×		×	×	×	×	×	
40. Honduras	×		×	×	×	×	×	
41. Hongrie	×	×	×	×	×	×	×	×
42. Inde	×	×	×	×	×	×	×	×
43. Irlande	×	×	×	×	×	×	×	×
44. Israël	×		×	×	×		×	
45. Italie	×	×	×	×	×	×	×	
46. Japon	×	×	×	×	×	×	×	
47. Jordanie	×		×		×	×		
48. Lesotho	×		×	×		×		
49. Lettonie	×	×	×	×	×	×	×	
50. Libéria	×	×	×	×	×	×	×	×
51. Liechtenstein	×	×	×	×	×	×	×	×
52. Lituanie	×	×	×		×	×	×	×
53. Luxembourg	×	×	×	×	×	×	×	×
54. Maldives	×		×		×	×	×	
55. Mali	×		×	×	×	×	×	
56. Malte	×	×	×	×	×	×	×	×
57. Maroc	×			×	×		×	
58. Maurice	×		×	×		×	×	
59. Mexique	×	×	×	×		×	×	
60. Moldova	×	×	×	×	×	×	×	
61. Monaco	×		×		×			
62. Mongolie	×		×	×		×	×	
63. Nauru	×		×	×	×	×	×	
64. Nicaragua	×		×		×	×	×	×
65. Niger	×		×	×		×		
66. Norvège	×	×	×	×	×	×	×	×
67. Nouvelle-Zélande	×		×	×	×	×	×	
68. Ouganda	×		×	×		×		
69. Ouzbékistan	×		×	×		×	×	
70. Pakistan	×		×	×	×	×	×	
71. Panama	×	×	×	×	×	×	×	
72. Paraguay	×		×	×	×	×		

États parties	Convention (100)	Article 1 ^{er} modifié ² (48)	Protocole I ³ (98)	Protocole II ⁴ (87)	Protocole II modifié ⁵ (86)	Protocole III ⁶ (93)	Protocole IV ⁷ (83)	Protocole V ⁸ (27)
73. Pays-Bas	×	×	×	×	×	×	×	×
74. Pérou	×	×	×		×	×	×	
75. Philippines	×		×	×	×	×	×	
76. Pologne	×	×	×	×	×	×	×	
77. Portugal	×		×	×	×	×	×	
78. République de Corée	×	×	×		×			
79. République démocratique populaire lao	×		×	×		×		
80. République tchèque	×	×	×	×	×	×	×	×
81. Roumanie	×	×	×	×	×	×	×	
82. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	×	×	×	×	×	×	×	
83. Saint-Siège	×	×	×	×	×	×	×	×
84. Sénégal	×				×	×		
85. Serbie	×	×	×	×		×	×	
86. Seychelles	×		×	×	×	×	×	
87. Sierra Leone	×	×	×		×	×	×	×
88. Slovaquie	×	×	×	×	×	×	×	×
89. Slovénie	×		×	×	×	×	×	
90. Sri Lanka	×	×	×	×	×	×	×	
91. Suède	×	×	×	×	×	×	×	×
92. Suisse	×	×	×	×	×	×	×	×
93. Tadjikistan	×		×	×	×	×	×	×
94. Togo	×		×	×		×		
95. Tunisie	×		×	×	×	×	×	
96. Turkménistan	×		×	×	×			
97. Turquie	×	×	×		×		×	
98. Ukraine	×	×	×	×	×	×	×	×
99. Uruguay	×		×	×	×	×	×	
100. Venezuela	×		×	×	×	×		

États signataires de la Convention: Afghanistan, Égypte, Islande, Nigéria, Soudan et Viet Nam.

Annexe IV

DÉCISION
RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME DE PARRAINAGE
DANS LE CADRE DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA
LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI
PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES EFFETS
TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT SANS
DISCRIMINATION

La Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination,

1. *Décide* d'établir un programme de parrainage dans le cadre de la Convention;
2. *Convient* des **principes généraux** énoncés ci-après:
 - i) Des contributions seront versées au Programme au gré des États;
 - ii) Le Programme sera réalisé suivant des modalités informelles et souples, la nature particulière et ponctuelle des réunions tenues dans le cadre de la Convention et des Protocoles y annexés étant pleinement respectée;
3. *Établit* comme suit les **buts fondamentaux** du Programme de parrainage:
 - i) Renforcer l'application de la Convention et des Protocoles y annexés;
 - ii) Promouvoir le respect universel des règles et principes consacrés par la Convention et les Protocoles y annexés;
 - iii) Œuvrer à l'universalisation de la Convention et des Protocoles y annexés;
 - iv) Améliorer la coopération, l'échange d'informations et les consultations entre États parties sur les questions ayant un rapport avec la Convention et les Protocoles y annexés;
4. *Établit* comme suit les **buts opérationnels fondamentaux** du Programme de parrainage:
 - i) Appuyer la participation, aux activités relatives à la Convention, de représentants des États parties, en particulier de ceux qui sont affectés par le problème des mines et des restes explosifs de guerre et dont les ressources sont limitées. La priorité devrait être donnée aux États parties qui, selon l'Organisation des Nations Unies, figurent parmi les moins développés du monde;
 - ii) Offrir aux États signataires et aux États qui ne sont pas encore parties à la Convention et aux Protocoles y annexés la possibilité de participer aux activités relatives à la Convention et de prendre connaissance des travaux

qui y sont liés. La préférence devrait être accordée aux États qui, selon l'Organisation des Nations Unies, figurent parmi les moins développés, à ceux qui ont entrepris d'adhérer à la Convention et aux Protocoles y annexés, ainsi qu'à ceux qui mènent, sur le plan interne, des activités liées à l'application des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés;

- iii) Appuyer la participation d'experts qualifiés appropriés ayant une expérience du terrain ou de chercheurs, en particulier ceux venant des États visés à l'alinéa *i* du présent paragraphe, pour établir des études ou faire des exposés sur certaines questions intéressant les États parties, aux réunions ou à des séminaires pertinents;
- iv) Fournir une assistance sous d'autres formes du même ordre que les États parties pourraient juger appropriée;

5. *Décide* que les **modalités opérationnelles fondamentales** du Programme de parrainage seront les suivantes:

- i) Les États parties confieront la gestion technique du Programme au Centre international de déminage humanitaire de Genève;
- ii) Un comité directeur informel (ci-après dénommé le «Comité») établira les modalités opérationnelles qui n'ont pas été précisées dans la présente décision et surveillera l'application courante du Programme de parrainage; ce comité sera composé de représentants des États versant des dons au Programme et de représentants du Département des affaires de désarmement de l'ONU;
- iii) Le Comité travaillera dans la transparence; à cette fin, des représentants des trois groupes régionaux et de la Chine, le Président désigné d'une réunion des États parties à la Convention ainsi que des représentants du Service de l'action antimines de l'ONU seront invités à participer en qualité d'observateurs et de conseillers aux réunions du Comité. Il va de soi que tout État partie pourra demander à être entendu par le Comité;
- iv) Le Comité prendra toutes décisions relatives au fonctionnement du Programme de parrainage, y compris l'octroi d'indemnités de déplacement et d'indemnités journalières de subsistance aux fins de la participation à des activités ayant un rapport avec la Convention, ainsi qu'à d'autres dépenses, en se conformant aux buts fondamentaux et opérationnels du Programme tels que précisés ci-dessus;
- v) Le Comité fera chaque année rapport sur ses activités, y compris sur les bénéficiaires du Programme, aux États parties. Le Programme, ainsi que son fonctionnement, seront examinés et évalués par les États parties à la prochaine Conférence d'examen;
- vi) Les fonds alloués au Programme de parrainage feront l'objet d'une vérification extérieure; l'Organisation des Nations Unies enverra les rapports des vérificateurs à tous les membres du Comité et les fera tenir à tout État partie qui les demanderait.